

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant que les travaux sont réalisés dans une zone de circulation apaisée ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation des véhicules sur la voie Sud de la place de la Libération, en raison de travaux de dépose d'un massif d'éclairage public dans les espaces verts ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Dans la période du **Vendredi 07 Juin 2024 au Vendredi 14 Juin 2024** et pour la durée de **1 jour**, la circulation des véhicules est interdite sur la voie Sud de la place de la Libération, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 2 – Le service signalisation temporaire de la commune mettra à disposition sur place, 01 barrière supportant un panneau interdisant la circulation des véhicules sur la voie Sud de la place de la Libération. La Direction Qualité du Cadre de Vie et Nature en Ville sera responsable de cette signalisation et sera tenue de s'assurer de son maintien sur place durant les 48 heures précédant l'occupation.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 05/06/2024

Fait à Pau, le 04 juin 2024